



LA FIN DES PARADIS FISCAUX? LE TRAVAIL DE L'OCDE

Giorgia Maffini, OECD

Les Jéco 2016
8/10 November 2016, Lyon



Introduction

- **La fin des paradis fiscaux?**
- Pour aider a répondre à la question
- Travail de l'OCDE en matière de transparence fiscale
 - Échange de renseignements sur demande
 - Échange automatique de renseignements (AEOI)
 - Base Erosion and Profit Shifting (BEPS) Project



L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE DE RENSEIGNEMENTS



Échange automatique d'informations (AEOI)

- Norme définie par l'OCDE/Global Forum
- Les pays signent des accords pour échanger automatiquement (et non sur demande) les informations
 - **Comptes bancaires**
 - Détenus par des personnes – **physiques**
 - Des personnes **morales** (Sociétés, Trusts, Fondations, ...)
 - Seuil de 250.000 USD
 - Qui résident dans tout état signataire



Échange automatique d'informations (AEOI)

- Fisc Français peut connaître les comptes bancaires détenus par les (résident) français – de façon directe ou indirecte – dans tout pays signataire.
- Si un compte n'avait pas déjà été déclaré au Fisc, contrôles fiscaux et amendes.

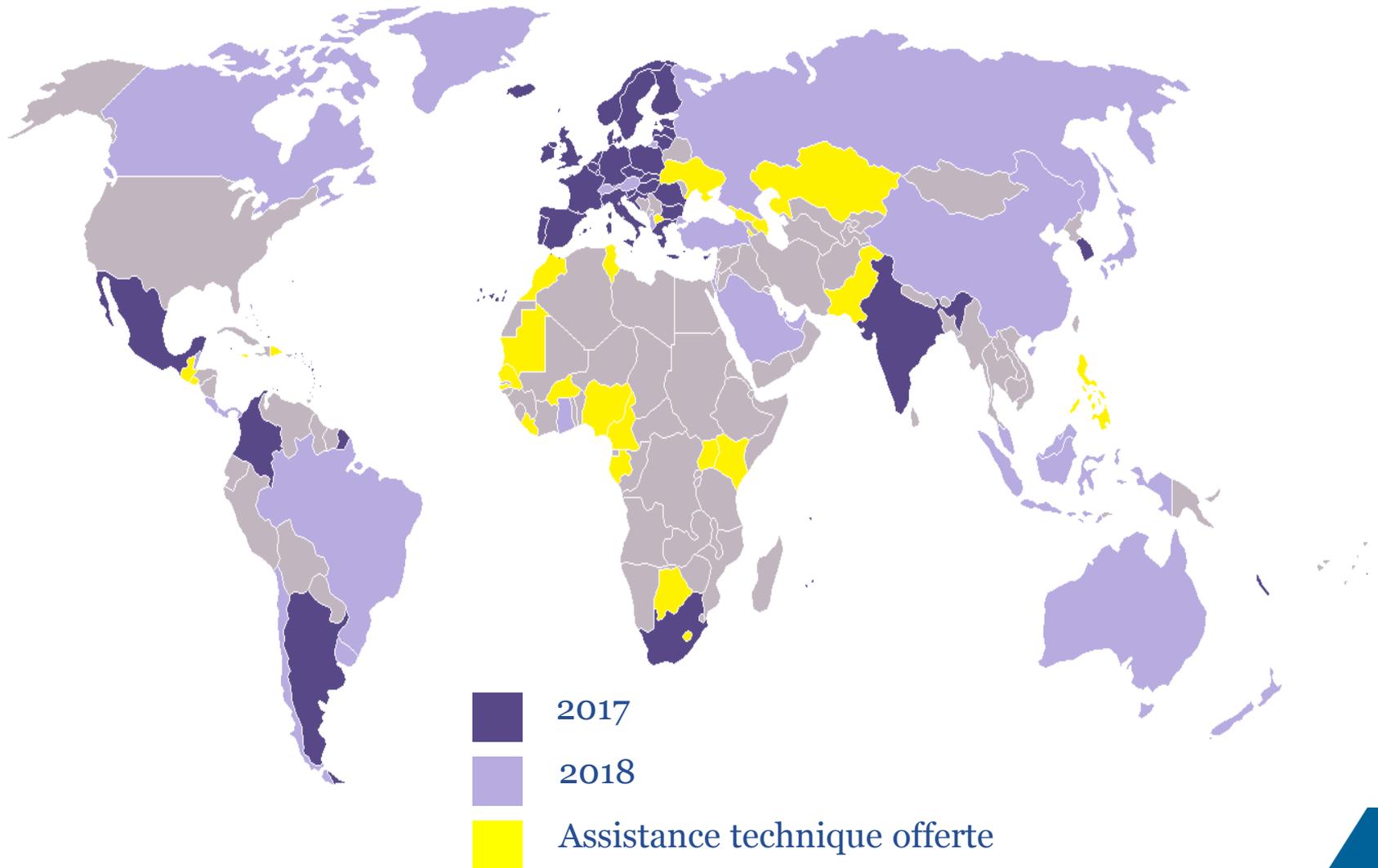


Échange automatique d'informations (AEOI)

- **101 juridictions**
- s'engagent à mettre en œuvre l'échange automatique de renseignements
- à partir de **2017** ou **2018**



Largeur des engagements - 101





Largeur des engagements - 101

Juridictions engagées sur 2017 (54)

Afrique du Sud, Allemagne, Anguilla, Argentine, Barbade, Belgique, Bermudes, Bulgarie, Chypre, Colombie, Corée, Croatie, Curaçao, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Groenland, Guernesey, Hongrie, Ile de Man, Îles Caïmanes, Iles Féroé, Iles Turques et Caïques, Iles Vierges britanniques, Inde, Irlande, Islande, Italie, Jersey, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Montserrat, Niue, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Seychelles, Slovénie, Suède, Trinité-et-Tobago

Juridictions engagées sur 2018 (47)

Albanie, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Aruba, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Belize, Brésil, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Dominique, Émirats arabes unis, Ghana, Grenade, Hong Kong, Chine, Iles Cook, Iles Marshall, Indonésie, Israël, Japon, Koweït, Liban, Macao, Chine, Malaisie, Maurice, Monaco, Nauru, Nouvelle-Zélande, Panama, Qatar, Russie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Singapour, Sint-Maarten, Suisse, Turquie, Uruguay, Vanuatu

Pays en développement engagés sans date obligatoire

Egypt, Guyana, Maldives, Paraguay, Tchad



Quelles sont les informations partagées?

Les renseignements à fournir

- **Données personnelles:** nom, adresse, résidence fiscale, no. de compte
- **Données financières:** soldes du compte, intérêts perçus, produits bruts de cession de valeurs mobilières

Rapporteur: transmission des informations annuellement

- Banques, custodians, compagnies d'assurance, véhicules d'investissement (par exemple, véhicules d'investissement collectifs)

Personne concernées

- Particuliers
- Entités (Sociétés, Trusts, Fondations, ...)
- Bénéficiaire effectif (beneficial owner) des entités

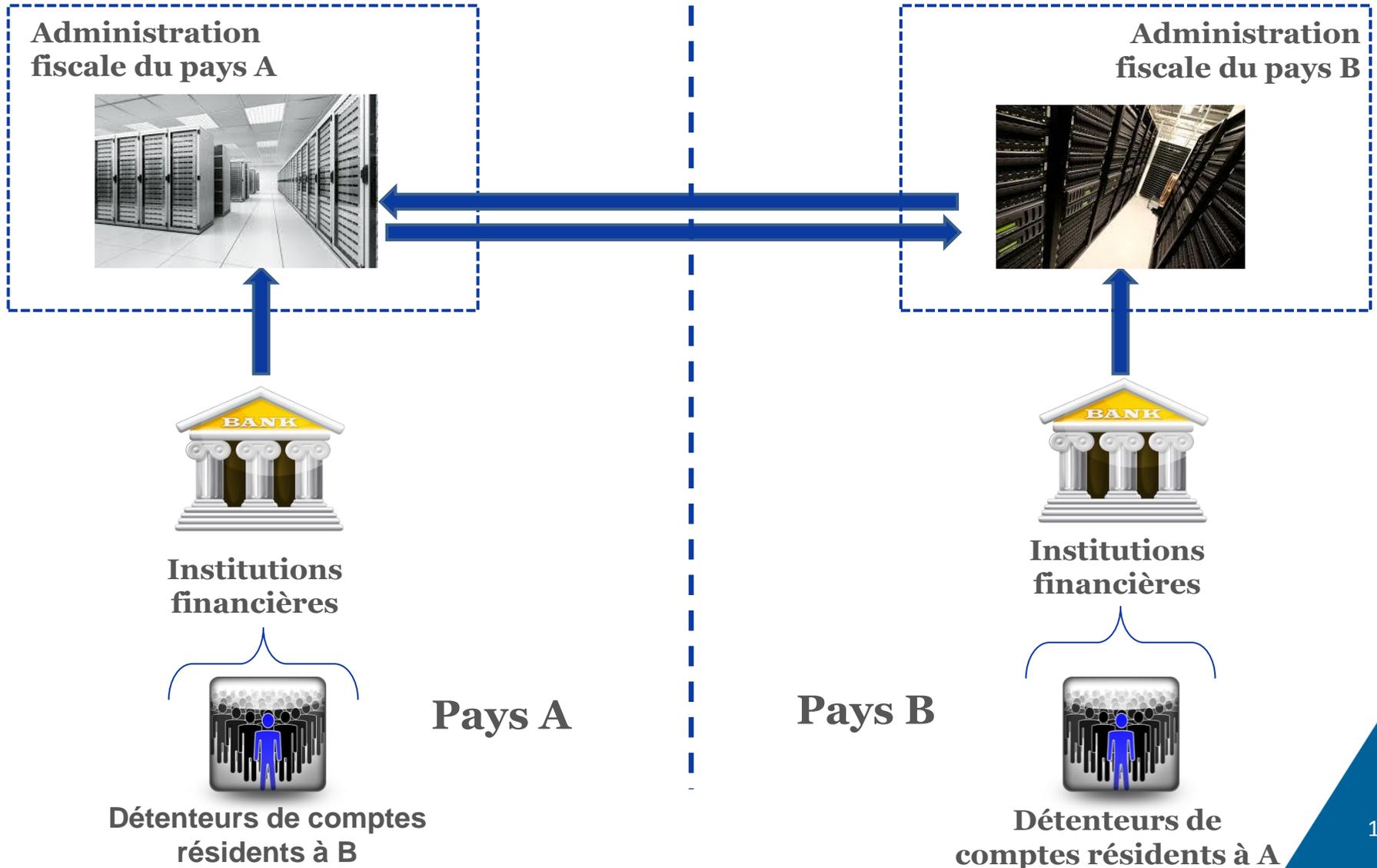


Échange automatique d'informations (AEOI)

- Est-ce que l'AEOI marche en pratique?

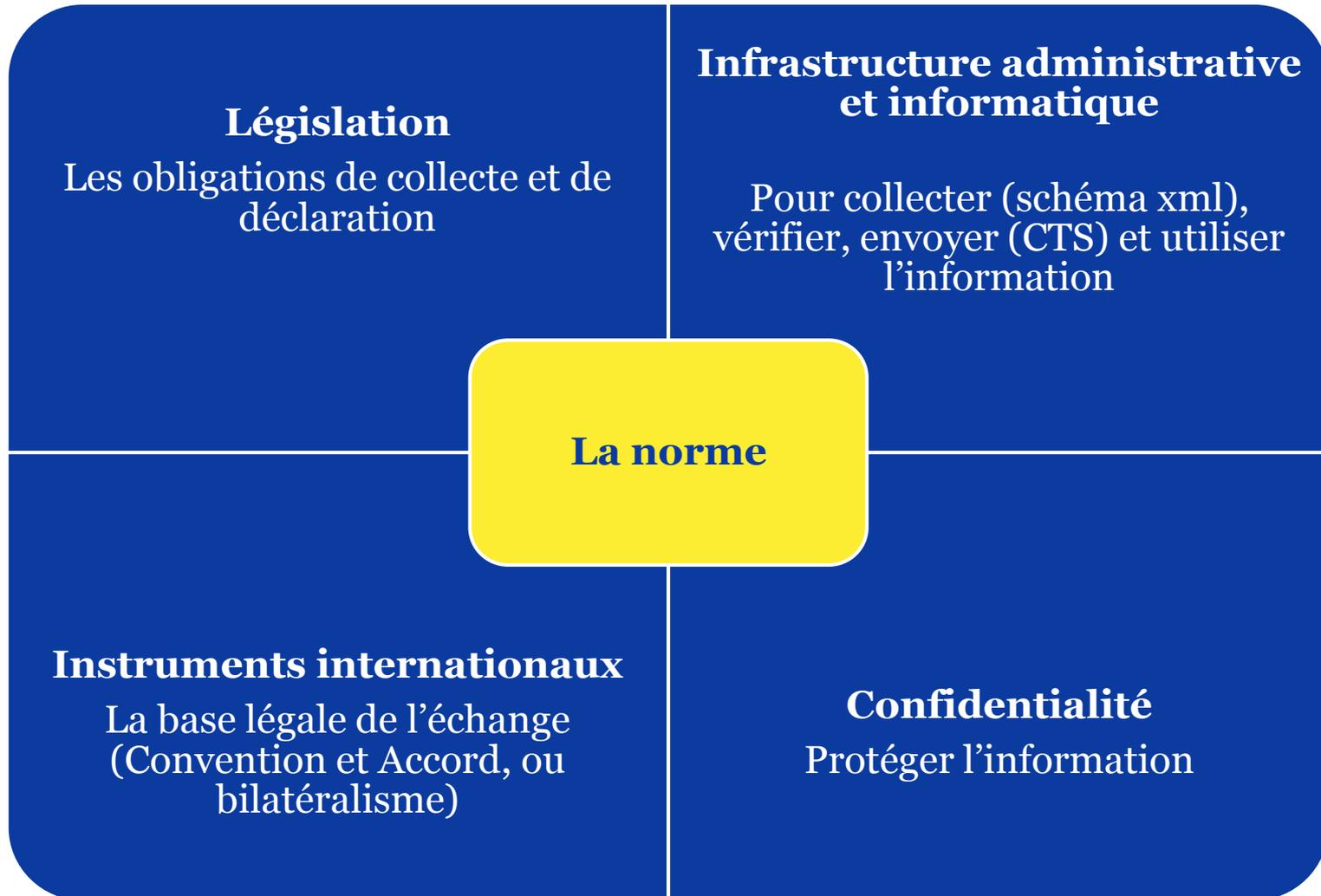


Comment?





La mise en œuvre : 4 piliers





Où sommes-nous?

- 101 juridictions s'engagent à mettre en œuvre l'Échange Automatique de Renseignements à partir de 2017 ou 2018
- 87 juridictions ont signé MCAA
- Plus de 1000 rapports de change bilatéraux établis
- Juridictions sont en train de mettre en place le cadre législatif et administratif et l'infrastructure informatique
- À partir du 1er Janvier 2016, institutions financières dans les juridictions sur un calendrier 2017 ont commencé la collecte d'informations sur les titulaires de comptes non-résidents
- Le Forum mondial est en train d'aider les administrations à la mise en œuvre, notamment en examinant les principaux aspects de la mise en œuvre nationale (tels que le régime de confidentialité et la législation)



BASE EROSION AND PROFIT SHIFTING (BEPS) PROJECT



Le Project BEPS

- Non spécifiquement sur les juridictions a baisse fiscalité
- BEPS aborde certaines stratégies d'évitement fiscale agressives utilisées par les entreprises
- Certaines stratégies centrées autour de juridictions a baisse fiscalité
 - Prêts intra-groupes excessives
 - Exploitation des tarifs réduits sur les revenus des actifs incorporels (boîte de brevet) sans lien avec R&D
 - Treaty shopping
- BEPS potentiel pour réduire l'incitation des entreprises à utiliser des structures impliquant des pays a baisse fiscalité



COUNTRY-BY-COUNTRY REPORTING



Country-by-Country Reporting (CbCR)

1. Dans une déclaration pays par pays, les entreprises multinationales doivent indiquer, chaque année et pour chacune des juridictions fiscales où elles exercent des activités,
 - le montant de leur chiffre d'affaires
 - leur bénéfice avant impôts
 - les impôts sur les bénéfices qu'elles ont acquittés
 - ceux qui restent dus
 - d'autres données sur leurs activités économiques
2. Liste de toutes les entités constitutives du Groupe dans chaque juridiction fiscale



Country-by-Country Reporting

Name of the MNE group:

Fiscal year concerned:

Currency used:

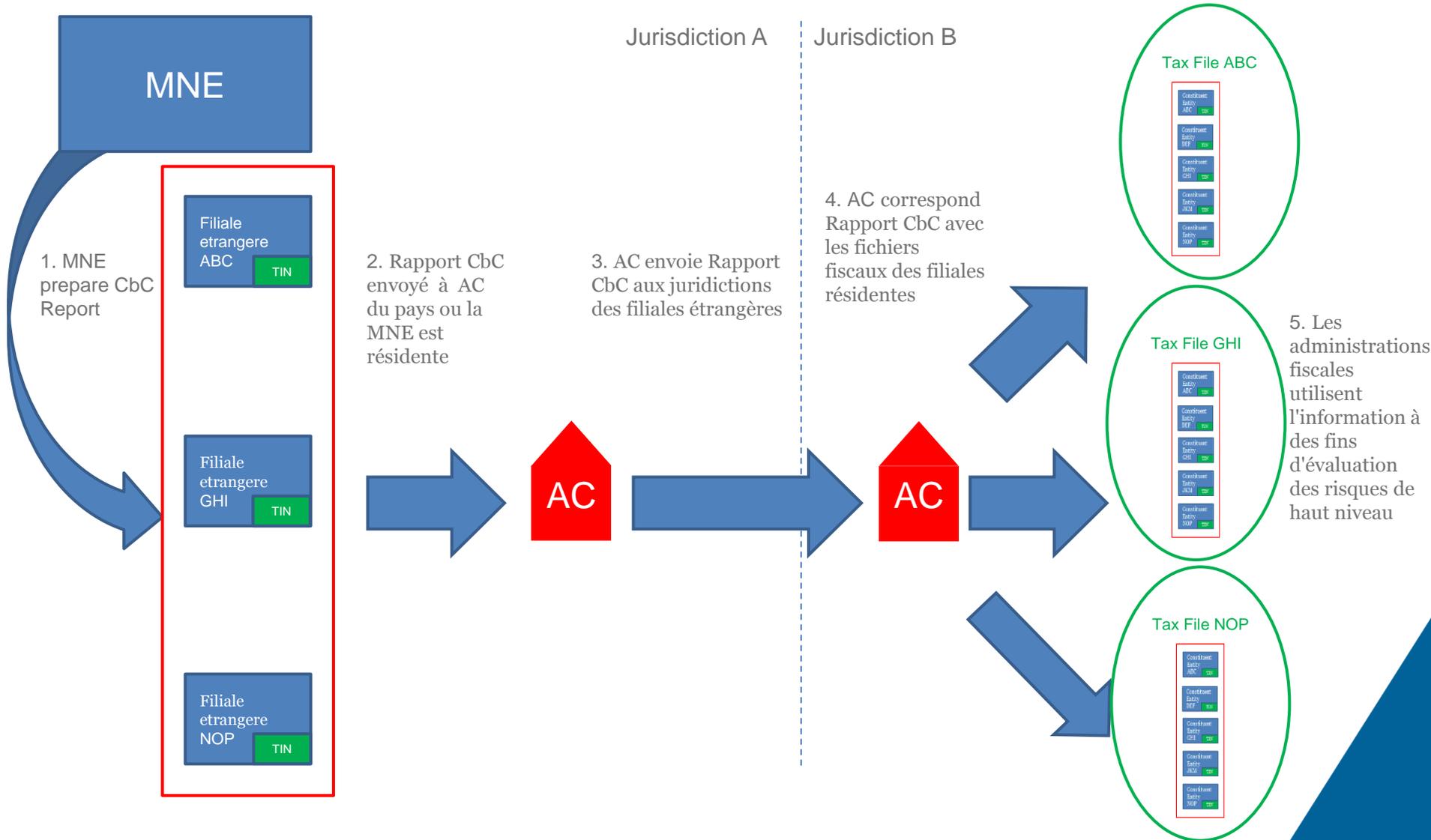
Tax Jurisdiction	Revenues			Profit (Loss) Before Income Tax	Income Tax Paid (on cash basis)	Income Tax Accrued – Current Year	Stated capital	Accumulated earnings	Number of Employees	Tangible Assets other than Cash and Cash Equivalents
	Unrelated Party	Related Party	Total							

Name of the MNE group:
Fiscal year concerned:

Tax Jurisdiction	Constituent Entities resident in the Tax Jurisdiction	Tax Jurisdiction of organisation or incorporation if different from Tax Jurisdiction of Residence	Main business activity(ies)												
			Research and Development	Holding or Managing intellectual property	Purchasing or Procurement	Manufacturing or Production	Sales, Marketing or Distribution	Administrative, Management or Support Services	Provision of Services to unrelated parties	Internal Group Finance	Regulated Financial Services	Insurance	Holding shares or other equity instruments	Dormant	Other
	1.														
	2.														
	3.														
	1.														
	2.														
	3.														

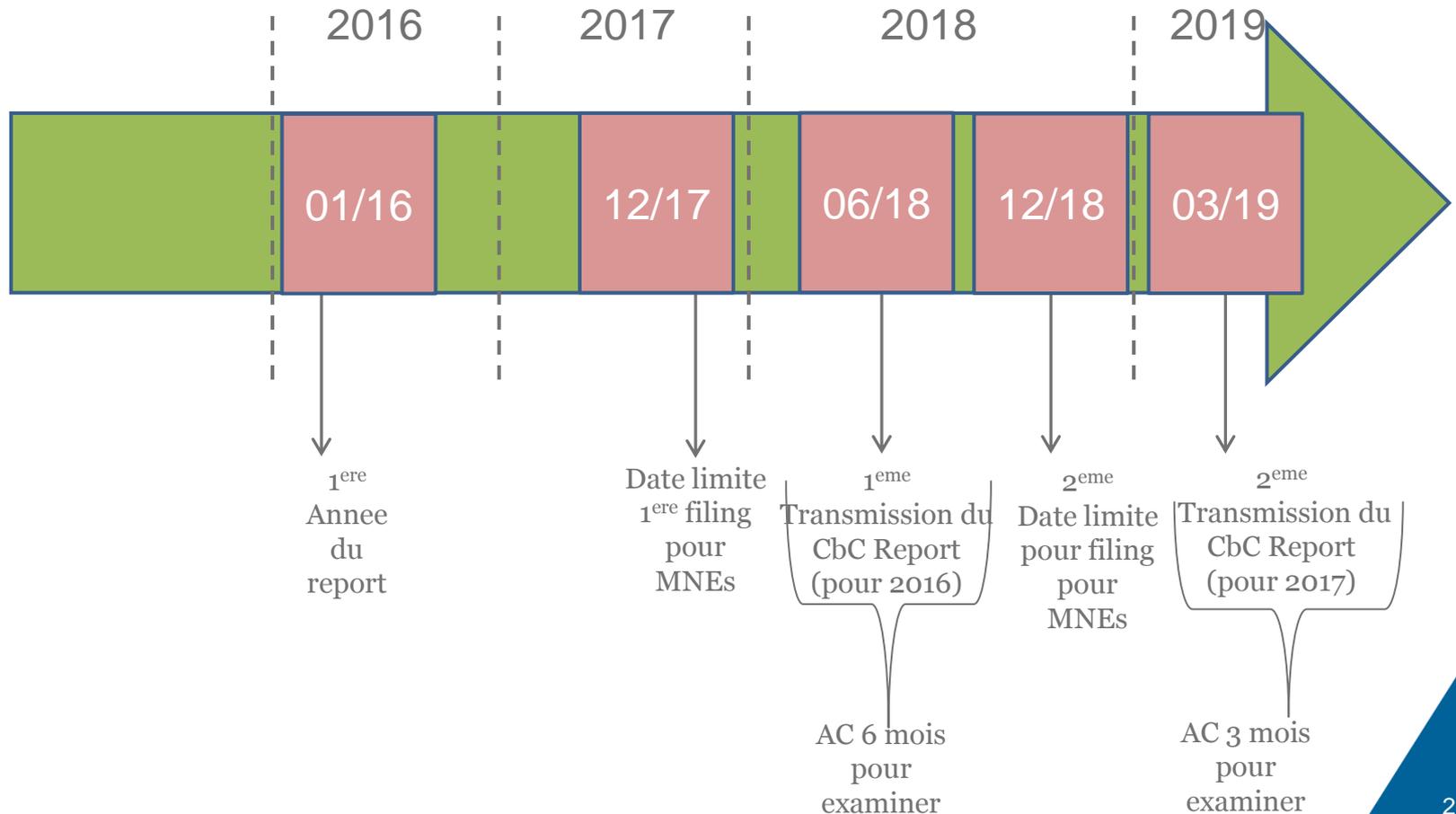


Country-by-Country Reporting Flux d'information





Country-by-Country Reporting – Implementation





Conclusion

- Le monde s'achemine vers plus de transparence fiscale
 - La norme mondiale sur l'échange automatique de renseignements rapidement déployée partout dans le monde
 - Mise en œuvre: défi de taille
 - BEPS et country-by-country report
 - Transparence fiscale pour les entreprises



Le future?

- Évaluation empirique des effets de nos politiques
- Est-ce que les investisseurs sont en train de changer la localisation de leur investissement de portefeuille?
- Composition de leur portefeuille?
 - Par exemple, investir davantage dans des biens immobiliers?
- Est-ce que les flux d'ID entrants et sortants des pays a baisse fiscalité ont ralenti?
- Est-ce que la structure d'IDE a changé?
 - $A \rightarrow B$
 - Au lieu de $A \rightarrow \cancel{D} \rightarrow B$?



Contact



Giorgia Maffini

Deputy Head of the Tax Policy and Statistics Division
Centre for Tax Policy and Administration

2, rue André Pascal - 75775 Paris Cedex 16
Tel: +33 1 45 24 15 97 – Fax: +33 1 44 30 63 51

Giorgia.Maffini@oecd.org || www.oecd.org/tax